

Table des matières

ENERGIE – CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT 3

- **BAISSE HISTORIQUE DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE EN 2019** 3
- **1^{ERE} EMISSION DES OBLIGATIONS VERTES** 3
- **CREATION D'UN CONSEIL D'EXPERTS SUR LE CLIMAT** 3
- **ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE – EXEMPLES DE PROJETS EN COURS** 3
- **UN NOUVEAU PARTI POUR LE CLIMAT VEUT ENTRER A LA MAIRIE DE BERLIN** 3
- **CHUTE DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE ET D'ELECTRICITE AU S1** 3
- **MEA CULPA DE PETER ALTMAIER SUR LA POLITIQUE ENERGETIQUE ALLEMANDE** 4
- **IMPLIQUER LES FABRICANTS DANS L'ELIMINATION DES DECHETS** 4
- **BATAILLE JURIDIQUE AUTOUR DE LA LOI SUR L'ENERGIE EOLIENNE EN MER** 4
- **LOGEMENT : TRANSFORMATION DU MARCHE DE LA LOCATION EN 10 ANS** 4

TRANSPORTS 4

- **FORTE HAUSSE DE LA MOBILITE ELECTRIQUE** 4
- **PRIME A L'ACHAT POUR LES VEHICULES DES ARTISANS** 5
- **LA DEUTSCHE BAHN ENREGISTRE DES PERTES RECORD DE 3,7Md€ AU PREMIER SEMESTRE** 5
- **ACCELERER LES PROJETS FERROVIAIRES** 5

ENTREPRISES ET INTERNATIONAL 5

- **LA CHANCELIERE FEDERALE EMET DE « SERIEUX DOUTES » SUR LE PROJET D'ACCORD COMMERCIAL ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LE MERCOSUR** 5
- **DES SENATEURS AMERICAINS MENACENT DE SANCTIONS UN PORT ALLEMAND POUR SON SOUTIEN A NORTH STREAM II** 5
- **LA CHANCELIERE CONVOQUE UN SOMMET AUTOMOBILE EN SEPTEMBRE** 6
- **PRECISIONS SUR LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU FONDS DE STABILISATION DE L'ECONOMIE ALLEMANDE (600 Mds€)** 6
- **PRINCIPALES ANNONCES DE LA COALITION GOUVERNEMENTALE CDU/SPD SUR LA PROLONGATION DE MESURES DE SOUTIEN A L'ECONOMIE, NOTAMMENT LE CHOMAGE PARTIEL ET LES SUBVENTIONS AUX PME** 6
- **LA POLICE JUDICIAIRE DE BERLIN ENQUETE SUR LA BANQUE PUBLIQUE D'INVESTISSEMENT DU LAND POUR SOUPÇON DE FRAUDES DANS L'ATTRIBUTION DES AIDES D'URGENCE (FONDS DE SOLIDARITE)** 6
- **UN SECOND PRET GARANTI PAR L'ETAT ENVISAGE POUR LE VOYAGISTE TUI** 6
- **LES GROUPES DE L'ACIER CONFRONTES A DE FORTES PERTES QUI ACCENTUENT LEURS DIFFICULTES** 6
- **BMW ENVISAGE DE LIER REMUNERATION DE SES DIRIGEANTS ET ATTEINTE DES OBJECTIFS CLIMATIQUES DU GROUPE** 7

- **VOLKSWAGEN ANNONCE LE LANCEMENT D'UNE NOUVELLE SERIE DE VEHICULES ELECTRIQUES, L'ID 4, AVEC POUR OBJECTIF DE CONCURRENCER DIRECTEMENT DES MODELES TESLA** 7
- **VOLKSWAGEN INITIE UN PROJET PILOTE SUR LES VEHICULES AUTONOMES EN CHINE** 7
- **SIEMENS PREND LE CONTROLE DE L'AMERICAINE VARIAN POUR 16 Mds USD** 7
- **LE PRODUCTEUR DE BATTERIES ALLEMAND VARTA MET FIN A UN LITIGE AVEC SON PRINCIPAL CLIENT, LE COREEN SAMSUNG** 7
- **LA SOCIETE DELIVERY HERO REJOINT L'INDICE BOURSIER DAX** 7
- **BAISSE IMPORTANTE DE LA PRODUCTION NAVALE EN ALLEMAGNE** 8

NUMERIQUE – INNOVATION 8

- **TELEFONICA SOUHAITE INVESTIR LE MARCHE DE LA FIBRE OPTIQUE EN ALLEMAGNE** 8
- **CREATION D'UN NOUVEAU FONDS DE CAPITAL-RISQUE DOTE DE 125 M€ ET DESTINE AUX START UPS ALLEMANDES DE HAUTES TECHNOLOGIES** 8

ENERGIE – CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT

Baisse historique des émissions de gaz à effet de serre en 2019

En 2019, sous l'effet de la hausse du prix carbone dans le marché ETS, de la baisse de la consommation électrique et de la montée en puissance des énergies renouvelables dans le mix électrique, les émissions de gaz à effet de serre auront diminué de 35,7 % par rapport à 1990. Les émissions totales en 2019 ont ainsi diminué de près de 54 millions de tonnes d'équivalent CO₂ (-6,3 %) par rapport à 2018, pour atteindre 805 millions de tonnes. Cette réduction, inédite, permet à l'Allemagne de se rapprocher de son objectif de protection du climat pour 2020 (-40%), même si les émissions continuent d'augmenter dans les transports (+0,7% par rapport à 2018). Ici le [rapport](#) sur la protection du climat 2019.

1^{ère} émission des obligations vertes

L'Agence financière allemande a annoncé qu'elle émettra ses obligations vertes au second semestre 2020 pour un montant d'environ 11 Md€, avec des échéances de 2, 5, 10 et 30 ans, proche des 12,7 Md€ de dépenses fédérales classées « vertes » en 2019. La première obligation, à hauteur de 6,5 Md€, a été émise début septembre, et le gouvernement fédéral entend dorénavant émettre de telles obligations vertes chaque année, dans l'objectif de faire de l'Allemagne un haut lieu de la finance durable.

Création d'un conseil d'experts sur le climat

Le gouvernement fédéral a constitué, le 12 août, un conseil d'experts sur les questions climatiques qui sera chargé de soutenir ce premier dans l'application de la loi fédérale sur la protection du climat. Le Conseil examinera l'estimation de l'Agence fédérale de l'environnement concernant les émissions de gaz à effet de serre de l'année précédente. Il rendra son avis si le gouvernement fédéral modifie les budgets carbones annuels autorisés dans la loi fédérale sur la protection du climat, met à jour le plan de protection du climat et adopte d'autres programmes de protection du climat. En outre, le Bundestag allemand ou le gouvernement fédéral pourront demander au Conseil de réaliser des études sur diverses questions climatiques.

Adaptation au changement climatique – exemples de projets en cours

Certaines conséquences du changement climatique sont inévitables, et pour s'y préparer le ministère fédéral de l'Environnement a lancé en 2008 la stratégie allemande d'adaptation au changement climatique (Deutsche Anpassungsstrategie an den Klimawandel – DAS). Par le biais du programme de financement "Mesures d'adaptation aux conséquences du changement climatique", plus de 250 projets ont été financés pour un total de 33,6 M€. A titre d'exemple, le BMU a communiqué sur 5 projets exemplaires en cours : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#) (aide aux personnes vulnérables, irrigation, verdure et plantations urbaines, etc.). Svenja Schulze SPD, ministre fédérale de l'environnement, a par ailleurs annoncé, au vu de la sécheresse de l'été, qu'une stratégie nationale sur l'eau serait présentée en 2021, tout en laissant les autorités locales prendre d'ores et déjà les mesures nécessaires pour faire face.

Un nouveau parti pour le climat veut entrer à la mairie de Berlin

Début août, un nouveau parti pour le climat a été fondé, baptisé "radikal:klima", qui entend faire concurrence aux Verts en prévision des élections régionales à Berlin en 2021. Il trouve ses racines dans l'initiative populaire "Klimanotstand Berlin" et dans le mouvement "Fridays for Future". Son objectif : rendre la capitale neutre en carbone d'ici 2030. En plus d'un passage à 100 % aux énergies renouvelables et d'un centre-ville davantage piéton, leur programme promeut un approvisionnement alimentaire régional et une modernisation énergétique de tous les vieux bâtiments.

Chute de la consommation d'énergie et d'électricité au S1

Selon l'Association fédérale de l'industrie de l'énergie et de l'eau (BDEW), la consommation d'électricité en Allemagne a diminué de 5,7 % pour atteindre 272 milliards de kilowattheures au cours du premier semestre 2020. Concernant la consommation d'énergie, la baisse est encore plus drastique, puisque selon l'Arbeitsgemeinschaft Energiebilanzen, elle va probablement diminuer de 7 % cette année et jusqu'à 12 % dans des conditions défavorables (à la fin des six premiers mois, la consommation totale d'énergie était inférieure de 8,8 % à celle de la même période l'année dernière). Principale raison : les effets de la pandémie de Covid sur le marché national et européen de l'électricité. La faible consommation d'électricité, y compris dans les pays voisins, et les prix historiquement bas du gaz naturel ont entraîné des changements importants dans la structure de production d'électricité en Europe et un solde négatif des échanges d'électricité de l'Allemagne avec ses pays voisins au cours du S1 2020 nettement inférieur à celui de la période de l'année précédente.

Mea culpa de Peter Altmaier sur la politique énergétique allemande

Le ministre fédéral de l'économie et de l'énergie, Peter Altmaier (CDU), a reconnu au cours d'une interview des erreurs de la part du gouvernement en matière de politique climatique, qui a mis trop de temps pour agir avec ambition. Pour engager l'Allemagne et l'Europe sur la voie de la neutralité climatique, le ministre prend l'exemple de la production d'acier. "L'industrie sidérurgique montrera si nous réussissons à associer la protection du climat et une industrie de haute qualité en Europe", a-t-il déclaré. Parmi les réactions politiques, le président adjoint du groupe parlementaire SPD au Bundestag, Matthias Miersch, a déclaré suite à ce mea culpa qu'« admettre les omissions est une bonne chose, agir contre elles est encore mieux ».

Impliquer les fabricants dans l'élimination des déchets

Selon une étude menée par la fédération des régies municipales VKU, le coût de l'élimination des déchets dans les parcs et les rues s'élève aujourd'hui à 700 M€ par an (dont 225 M€ pour les mégots de cigarettes, 120 M€ pour les gobelets en plastique). Svenja Schulze (SPD), ministre fédérale de l'environnement, souhaite que les fabricants partagent les coûts d'élimination avec les municipalités. Elle a déclaré qu'elle ne pouvait pas encore dire en détail combien les producteurs devraient payer exactement et comment l'argent devrait être collecté.

Bataille juridique autour de la loi sur l'énergie éolienne en mer

Dans un arrêt rendu le 20 août, la Cour constitutionnelle fédérale a considéré que la loi sur l'énergie éolienne en mer violait la Constitution, en trompant les investisseurs dans leurs projets de parcs éoliens offshore. La Cour a ainsi statué que, sous certaines conditions, le gouvernement fédéral devrait accorder aux promoteurs de projets une compensation financière pour les frais engagés pour la planification et les enquêtes préliminaires. Un nouveau règlement doit être présenté à cet effet avant le 30 juin 2021. Le ministère fédéral de l'Economie et de l'énergie a néanmoins déclaré que "la loi sur le vent et la mer continuait de s'appliquer après la décision et n'était pas nulle. Cela signifie que les appels d'offres prévus à partir de 2021 seront réalisés comme prévu dans le cadre de la loi. Cela est d'une importance capitale pour la poursuite de l'expansion de l'énergie éolienne en mer en Allemagne et pour atteindre les objectifs de la politique énergétique et climatique, ainsi que pour garantir la création de valeur et l'emploi dans ce secteur".

Logement : transformation du marché de la location en 10 ans

Pour un même montant de loyer, les consommateurs obtiennent moins de logements qu'il y a dix ans, et malgré la pandémie, le marché ne semble pas changer. La fin du boom de la location n'est pas non plus en vue. Immowelt a en effet enquêté sur la surface que les locataires des 14 plus grandes villes allemandes ont pu obtenir pour un loyer mensuel de 1 000 euros entre 2009 et 2019 et a enregistré une baisse de 38 % : alors que les locataires de Berlin pouvaient encore se permettre un appartement de 120 mètres carrés il y a dix ans, ils n'obtiendraient plus que 74 mètres carrés aujourd'hui. Comme la tendance aux ménages individuels se poursuit, les petits et moyens appartements devraient répondre à une demande encore plus importante à l'avenir. L'Office fédéral des statistiques prévoit qu'un appartement sur quatre serait occupé par une seule personne d'ici 2040.

TRANSPORTS

Forte hausse de la mobilité électrique

19 993 demandes de prime à l'innovation pour l'achat d'une voiture électronique ou d'un hybride rechargeable ont été déposées en juillet - plus qu'en tout autre mois depuis l'introduction de la prime à l'environnement en juin 2016. Depuis le début de l'année, c'est 69 606 demandes qui ont été déposées, soit 78,6 % d'augmentation par rapport à l'année précédente et 10% par rapport au mois précédent. La prime à l'innovation est entrée en vigueur le 8 juillet, et double la part de l'État dans la promotion des voitures électriques et hybrides. Jusqu'à fin 2021, les acheteurs pourront bénéficier de subventions allant jusqu'à 6 000 euros pour les voitures électriques et 4 500 euros pour les hybrides. Concernant les modèles de véhicules, si la Zoé du Français Renault demeure la plus vendue, la part de marché des constructeurs allemands bénéficie également de cette tendance favorable.

Prime à l'achat pour les véhicules des artisans

Le ministre fédéral des transports, Andreas Scheuer (CSU), a lancé une prime à l'achat pour les véhicules des artisans respectueux du climat via la directive de financement pour l'électromobilité. Elle s'adresse spécifiquement aux entreprises artisanales et aux petites et moyennes entreprises qui souhaitent convertir leur parc de véhicules conventionnels en véhicules électriques à batterie dans un avenir proche. Les fonds disponibles cette année, d'un montant de 50 millions d'euros, doivent être approuvés avant la fin de l'année. Cette aide doit être le prélude à une série d'autres aides en faveur de l'achat de véhicules utilitaires légers et lourds dotés de systèmes de conduite alternatifs et respectueux du climat. Plus de détails sur ce [site](#).

La Deutsche Bahn enregistre des pertes record de 3,7Md€ au premier semestre

La crise du coronavirus et les dépréciations de sa filiale Arriva (-1,4Md€) ont plongé la Deutsche Bahn dans le rouge. Son résultat d'exploitation a perdu 1,8Md€ au premier semestre 2020 et le chiffre d'affaires est tombé à 19,4Md€ soit 2,5Md€ de moins qu'au premier semestre 2019. R. Lutz, le PDG évoque « la pire crise financière de l'histoire de la DB ». Les choses pourraient encore empirer d'ici la fin de l'année. La filiale de fret DB Cargo est en effet également menacée de lourdes pertes d'exploitation bien qu'aucun chiffre n'ait été avancé pour le moment par la direction. Le plafond de la dette, relevé par le gouvernement à 30Md€, atteignait 27,5Md€ en juin 2020 contre 24Md€ en 2019. Le plan d'aide négocié par la direction avec le gouvernement fédéral et qui prévoit entre 5,5 et 6,7Md€ d'aide est en cours d'étude par la DG concurrence à Bruxelles depuis le mois de mai, mais fait l'objet de fortes oppositions des concurrents de la Deutsche Bahn, qui souhaiteraient que les aides ne soient affectées qu'à la filiale « réseau ».

Accélérer les projets ferroviaires

Le 12 août, le gouvernement fédéral a adopté le projet de loi sur l'accélération des investissements (*Investitionsbeschleunigungsgesetz*). Il vise notamment à faciliter l'équipement des lignes de chemin de fer avec des techniques modernes de signalisation et de sécurité. Selon le projet de loi, l'objectif est de pouvoir utiliser les fonds pour des investissements plus rapidement et d'accroître l'effet des lois précédentes sur l'accélération de la planification.

ENTREPRISES ET INTERNATIONAL

La Chancelière fédérale émet de « sérieux doutes » sur le projet d'accord commercial entre l'Union européenne et le MERCOSUR

La Chancelière a rencontré, le 20 août, des membres de Fridays for Future (notamment les quatre représentantes Greta Thunberg, Luisa Neubauer, Anuna de Wever et Adélaïde Charlier). Peu d'informations ont fuité sur le contenu précis des échanges, à l'exception de l'accord UE-Mercosur, que la chancelière Merkel se serait engagée à ne pas ratifier dans son état actuel. Le lendemain, lors d'une conférence de presse à la Chancellerie fédérale, le porte-parole du Gouvernement a confirmé que la Chancelière exprimait de « sérieux doutes » quant à la possible mise en œuvre du projet d'accord à l'heure actuelle. Selon lui, le Gouvernement fédéral observe également, « avec beaucoup d'inquiétude », la hausse des déforestations en Amazonie. Il estime qu'il existe « des doutes considérables quant à la possibilité d'appliquer l'accord comme prévu, si l'on considère les développements actuellement constatés. » Il a nuancé toutefois nuancé, rappelant que le Gouvernement fédéral s'en tenait, pour le moment, « à l'esprit et aux objectifs de l'accord de libre-échange. » Selon lui, l'Allemagne souhaite respecter la procédure actuelle d'évaluation de l'impact du projet d'accord, notamment sur l'environnement. Ensuite, « des questions se poseront » au moment de la ratification. Il précise par ailleurs que le commerce international n'est pas en soi mauvais pour l'environnement, mais il souligne qu'entre l'accord formel et la ratification, il faut prendre en compte la réalité du terrain (la ratification n'est donc pas automatique).

Des sénateurs américains menacent de sanctions un port allemand pour son soutien à North Stream II

Le 5 août, les sénateurs américains Ted Cruz, Tom Cotton et Ron Johnson ont adressé une lettre, à la société Fährhafen Sassnitz GmbH, la menaçant de « destruction financière » compromettant « sa survie » si celle-ci « continue à fournir des biens, des services et un soutien à North Stream II. » La société en question exploite le port de ferries de Mukran, à proximité de la ville côtière de Sassnitz à Rügen, plus grande île allemande et l'une des principales destinations touristiques du pays, située dans le mer Baltique. Le port sert de base logistique où sont entreposés des matériaux destinés à l'achèvement de l'oléoduc. Il accueille également les deux navires russes, qui doivent compléter le projet.

Les trois sénateurs américains expliquent que la lettre a valeur juridique et signifie que le port comme société, mais également ses gestionnaires, ses actionnaires et des employés, risquent d'être exposés à des sanctions juridiques et économiques. Celles-ci pourraient entrer en vigueur à partir du moment où les deux navires hébergés par le port débiteront leurs travaux de pose de tuyaux sous-marins. Les autorités et la classe politique allemandes ont vivement critiqué cette démarche, dont la valeur juridique et l'impact concret sur le projet posent question.

La Chancelière convoque un sommet automobile en septembre

Le 27 août, la Chancellerie fédérale a annoncé l'organisation d'un nouveau sommet automobile. Si la date demeure encore en suspens, il sera spécifiquement consacré aux effets de la crise sur le secteur. Le sujet du maintien de l'emploi devrait constituer un des axes majeurs des discussions. Outre les participants issus du secteur (constructeurs, fédération VDA, syndicat IG Metall), les présidents des groupes parlementaires et les Ministres-présidents des Länder producteurs d'automobiles devraient être conviés.

Précisions sur les modalités de fonctionnement du Fonds de stabilisation de l'économie allemande (600 Mds€)

Le 10 août, le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre fédéral de l'Economie et de l'énergie, Ulrich NUBBAUM, a précisé, en réponse à une question parlementaire des Verts, qu'une soixantaine d'entreprises avaient exprimé « leur intérêt » pour le Fonds de stabilisation économique (FSE). 14 d'entre elles auraient déposé une demande recapitalisation. Les recapitalisations sont d'un des instruments proposés par le FSE (100 Mds€ consacrés sur les 600 Mds€ budgétés), avec des garanties de l'Etat fédéral (400 Mds€, les 100 Mds€ restant sont destinés au refinancement de prêts garantis par la KfW). Les décrets d'application du FSE sont toutefois toujours en attente de publication.

Principales annonces de la coalition gouvernementale CDU/SPD sur la prolongation de mesures de soutien à l'économie, notamment le chômage partiel et les subventions aux PME

Le 25 août, la coalition gouvernementale s'est mis d'accord pour prolonger plusieurs mesures de soutien à l'économie allemande. Concernant le chômage partiel, la durée maximale des prestations est étendue à 24 mois, avec comme date butoir le 31.12.2021. Le remboursement complet des cotisations sociales sur les heures chômées est prolongé jusqu'au 30.06.2021. Après cette date et jusqu'à la fin 2021, l'agence fédérale du travail remboursera la totalité des cotisations sociales à la condition que le salarié placé en chômage partiel suive une formation, dans le cas contraire elle en remboursera la moitié. Concernant les subventions aux PME, la durée de validité du mécanisme d'aide transitoire (subventions indépendants, TPE et PME est) étendu jusqu'au 31/12/20. Le document ne précise pas si cette date limite concerne les dépôts de demandes ou le versement des aides. Enfin, la suspension du délai de trois semaines pour déposer une demande d'insolvabilité est prolongée jusqu'au 31/12/20.

La police judiciaire de Berlin enquête sur la banque publique d'investissement du Land pour soupçon de fraudes dans l'attribution des aides d'urgence (fonds de solidarité)

Le 27 août, la presse allemande a révélé que la section de police judiciaire de Berlin a initié une enquête visant quatre membres du Conseil d'administration et un employé de la banque publique d'investissement de Berlin (IBB). Elle porte sur des soupçons de fraudes dans l'attribution des aides d'urgence aux indépendants et TPE (équivalent allemand du fonds de solidarité) durant les mois de mars, avril et mai. Selon la police allemande, l'IBB n'aurait pas effectué de contrôles adéquats lors du traitement d'au moins 2 200 demandes. L'IBB s'est dite confiante sur les résultats de l'enquête et a affirmé son souhait de coopérer avec les autorités en charge de son déroulement.

Un second prêt garanti par l'Etat envisagé pour le voyageur TUI

L'Etat fédéral envisage de venir de nouveau en aide au voyageur TUI, après un premier prêt garanti de 1,8 Mds€ en avril. L'aide consisterait en un prêt garanti par la KfW à hauteur d'1,05 Md€, assorti d'une obligation convertible de 150 M€ souscrite par l'Etat via le Fonds de Stabilisation de l'Economie.

Les groupes de l'acier confrontés à de fortes pertes qui accentuent leurs difficultés

Le conglomérat Thyssenkrupp a évoqué, le 14 août, lors de la présentation de ses résultats, le « trimestre le plus difficile » de l'année. Après une année 2019 marquée par un déficit de trésorerie de plus d'1 Md€ et la vente de la

branche ascenseurs du groupe pour 17 Md€, le conseil d'administration envisage la cession d'autres activités et recherche des partenaires pour sa division acier. Un autre acteur majeur, Salzgitter, a enregistré un déficit de trésorerie de 145 M€ au premier semestre 2020. Il s'explique par la baisse des commandes du secteur automobile, principal client de la filière acier en Allemagne et fortement touché par la crise.

BMW envisage de lier rémunération de ses dirigeants et atteinte des objectifs climatiques du groupe

Le CEO du constructeur BMW, M. Zipse, a déclaré, au début du mois d'août, son souhait de mettre en place un mécanisme de proportionnalité entre atteinte des objectifs climatiques du groupe et rémunération des membres du conseil d'administration. BMW a pour objectif une réduction de 80 % des émissions de CO2 lors de la production de véhicules, et de 20 % lors de la phase de recyclage des pièces de véhicules usagés. Le président exprime par ailleurs des réserves sur le développement de l'électromobilité. Il estime que les véhicules électriques, s'ils ont une faible empreinte carbone locale, utilisent des batteries dont la production, dans d'autres pays, est particulièrement énergivore. Il s'interroge également sur l'existence d'un véritable marché mondial pour les véhicules électriques, estimant que la conversion à l'électromobilité constitue encore un « pari » pour les constructeurs.

Volkswagen annonce le lancement d'une nouvelle série de véhicules électriques, l'ID 4, avec pour objectif de concurrencer directement des modèles Tesla

Le groupe allemand a annoncé, le 20 août, le début de la production de l'ID 4, second SUV électrique après la série ID3. Il ambitionne de produire un total d'1,5 M de véhicules électriques d'ici 2025. Avec ce nouveau véhicule, le groupe concurrence directement Tesla sur le segment des gros SUV électriques et notamment du modèle Y de la société américaine. La relation à Tesla constitue un élément important dans la stratégie de développement de VW vers l'électrique. En avril, le directeur général de VW avait admis un retard par rapport à la concurrence, notamment face à l'entreprise américaine, longtemps considérée comme un acteur mineur par le groupe allemand. En réaction, il avait annoncé une stratégie de développement d'une flotte de véhicules électriques.

Volkswagen initie un projet pilote sur les véhicules autonomes en Chine

Le constructeur allemand Volkswagen initie un premier projet pilote hors d'Allemagne portant sur l'utilisation de véhicules autonomes. Il aura lieu dans la ville de Hefei (est de la Chine) à partir de début septembre. Dix véhicules E-Tron circuleront sur un parcours spécifique. Si le groupe allemand avait déjà réalisé un projet pilote en Allemagne, ce développement en Chine marque une montée en puissance. Elle est destinée à permettre à VW de rattraper son retard sur le segment des véhicules autonomes, en s'associant à des sociétés plus avancées, notamment chinoises.

Siemens prend le contrôle de l'Américaine Varian pour 16 Mds USD

Le groupe allemand Siemens a finalisé, début août, l'acquisition de Varian Medical Systems, entreprise américaine spécialisée dans la production de matériel de radiothérapie. Les analystes semblent hésiter sur l'opportunité de l'opération. Si Varian est considéré comme un atout majeur pour la branche santé de Siemens, certains estiment le montant de l'acquisition, 16 Mds USD, trop élevé. L'action de Siemens Healthineers a ainsi diminué de 7 % après l'annonce de l'opération.

Le producteur de batteries allemand Varta met fin à un litige avec son principal client, le Coréen Samsung

Le 10 août, le fabricant de batteries Varta a annoncé avoir trouvé un accord dans un litige l'opposant, depuis plusieurs mois, à Samsung, son principal client. Le différend provenait de l'utilisation supposée, par Samsung, d'un composant (micro-piles) sur lequel Varta détient un brevet. Le composant entre dans la fabrication d'écouteurs et d'appareils auditifs. L'enjeu était important pour le groupe, car il s'agit de son principal segment d'activité. Outre le règlement de leur différent, les deux entreprises ont également signé un nouveau contrat de fourniture pour ce type de produit.

La société Delivery Hero rejoint l'indice boursier Dax

Le 17 août, l'entreprise de livraisons de repas à domicile Delivery Hero, basée en Allemagne mais qui cherche à se développer en priorité sur le marché asiatique, a fait son entrée dans l'indice Dax, à la place de Wirecard, suite à la faillite de ce dernier. La société est cotée depuis trois ans et est actuellement valorisée à hauteur de 20 Md€.

Baisse importante de la production navale en Allemagne

Selon la fédération allemande de la construction navale, la livraison de navires aurait diminué de près de 30 % au premier semestre 2020. Le recul de l'activité des croisiéristes et la fermeture temporaire de nombreux chantiers expliquent ces chiffres. Face à cette situation, plusieurs sites allemands expriment des inquiétudes quant à de possibles délocalisations. C'est notamment le cas de l'entreprise de ferries MV, dont les chantiers sont situés dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale. Le propriétaire du groupe, le Hongkongais Gentin a réaffirmé, le 27 août, son souhait que tous les navires soient bien construits en Allemagne. Il a toutefois annoncé une restructuration de l'entreprise pour face aux pertes enregistrées et a refusé de commenter des rumeurs parues dans la presse sur de potentielles sessions de sites. Le Gouvernement fédéral semble avoir identifié ce secteur comme particulièrement important, notamment dans le cadre du Fonds de stabilisation économique.

NUMERIQUE – INNOVATION

Telefonica souhaite investir le marché de la fibre optique en Allemagne

Selon la presse allemande, le groupe espagnol Telefonica souhaite entrer sur le marché allemand de la fibre optique. Le pays connaît en effet un retard important dans l'extension de la fibre optique (le PDG du groupe évoque un « marché sous-développé » de la fibre pour caractériser la situation allemande). Il devrait pour cela mettre en place une entreprise spécialement dédiée à ce pays, dotée de capacités d'investissements de plusieurs Md€.

Création d'un nouveau fonds de capital-risque doté de 125 M€ et destiné aux start ups allemandes de hautes technologies

Le 13 août, les investisseurs C. Angermayer et P. Thiel (co-fondateur de Paypal) ont annoncé la création d'un fonds de capital-risque abondé à hauteur de 125 M€. Baptisé Elevat3, il regroupe plusieurs co-financeurs internationaux, principalement américains. Le fonds a pour objectif d'investir dans des start ups de hautes technologies identifiées comme prioritaires en Allemagne (intelligence artificielle, spatial, cybersécurité, biotechnologie, blockchain et fintech).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Berlin (adresser les demandes à berlin@dgtesor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique de Berlin

Adresse : Pariser Platz 5, 10117 Berlin, Allemagne

Rédigé par (par ordre alphabétique) : Alissa ABOUD, Thomas JEANNIN, Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Etienne PICAND, Guillaume PRIGENT

Relu par : Etienne OUDOT DE DAINVILLE

Version du 12/07/2019